



## **DECLARATION DE BOYCOTT CSA SPIP DU 2 JUIN 2025**

Un CSA IP est convoqué, en toute hâte, pour évoquer le projet de décret relatif aux Quartiers de Lutte contre la Criminalité Organisée (QLCO), comprenez : les établissements de haute sécurité dédiés à l'accueil des personnes condamnées pour des faits liés au narcotrafic.

Branle-bas de combat, l'administration lance les convocations la semaine dernière. Il doit y avoir urgence ?!

Le ministère courrait-il pour tenter d'appliquer des multiples projets avant une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale et un hypothétique changement de gouvernement ?

Cela est-il constitutif d'une urgence ? Nous en doutons.

Doit-on rappeler que le ministère ne juge pas utile de consulter les OS représentatives de la filière insertion probation depuis son arrivée, préférant dérouler ainsi sa feuille ultra sécuritaire pour assurer son parcours présidentiel plutôt qu'apprendre à connaître les missions quotidiennes des services composant son ministère.

Mettre en valeur et affirmer les missions du SPIP et des personnels qui les composent demandent plus de courage politique que de tenter les transformer en services préfectoraux tournés uniquement vers un ersatz de sécurité intérieure.

Par son tumulte de fausses bonnes idées, le ministère prend en otage tous les agents de l'administration pénitentiaire - tant à la centrale que dans les services déconcentrés concernés - qui naviguent à vue, sans interroger l'opportunité réelle des directives, ni possibilité de prendre le temps nécessaire à la construction de ces projets.

Et ce n'est pas la présentation de la doctrine des SPIP dans ces QHS faite la semaine dernière par notre administration qui va nous rassurer.

A l'appel des organisations CGT Insertion Probation et SNEPAP- FSU, l'ensemble des agent.e.s travaillant en SPIP sont entrés en mobilisation le 6 mai dernier pour :

*DIRE STOP :*

- à la dérive sécuritaire de nos missions et de nos métiers dessinée par le garde des Sceaux ;
- à la dégradation de nos conditions de travail ;
- à l'arrivée de policiers dans nos services ;
- aux effets délétères causés par la surpopulation carcérale ou à l'arrêt des activités socio-culturelles
- à l'absence de recrutements de personnels de tous corps depuis 3 ans pour les SPIP

*MAIS AUSSI POUR :*

- valoriser et défendre nos services ;
- rappeler que la peine ne saurait être efficace sans sa visée réhabilitatrice ;
- et défendre l'intérêt des publics que nous prenons en charge et accompagnons

Puisque l'ampleur de cette mobilisation et les revendications ne semblent pas prises en considération pour réviser ces ambitions sécuritaires contre-productives , la CGT Insertion Probation et le Snepap-Fsu ne siégeront pas à cette instance.

**Nous donnons rdv aux personnels le 17.06.25.**

Paris, le 2 Juin 2025